

Monsieur Hamad, votre plan de lutte manque de gaz !



Monsieur Hamad, le plan de lutte à la pauvreté proposé par votre gouvernement est comme une vieille voiture sans carburant ! La vision imposée dans les cahiers de consultation, tant national que régional, est celle de l'approche territoriale intégrée, qui évacue complètement le rôle central de l'État en matière de lutte à la pauvreté et renvoie aux communautés locales des responsabilités sans les ressources : c'est inacceptable !



À Montréal, la pauvreté n'a cessé d'augmenter depuis des années, touchant particulièrement les personnes immigrantes et les femmes. Ici, le travail ne sort plus de la pauvreté en laissant 33% des personnes au travail sous le seuil de faible revenu¹. Nous attendons d'un prochain plan de lutte qu'il s'attaque prioritairement aux **causes structurelles** de la pauvreté, ce que seul l'État peut faire.

À cette fin, nous demandons les mesures suivantes :

- **Que toutes les citoyennes et tous les citoyens aient accès, sans discrimination, à des services publics, gratuits, universels et de qualité;**
- **Ne pas augmenter les tarifs des services déjà facturés;**
- **Hausser le salaire minimum et améliorer les normes du travail ;**
- **Rehausser les prestations d'aide sociale pour qu'elles couvrent les besoins essentiels ;**
- **Une politique nationale en itinérance assortie de mesures pour améliorer la situation à Montréal;**
- **Des mesures concrètes pour lutter contre la pauvreté des personnes issues de l'immigration et des minorités visibles de la région de Montréal;**
- **Mettre fin au détournement des pensions alimentaires;**
- **Éliminer les catégories à l'aide sociale ;**
- **Éliminer toute obligation pour les personnes de participer à des programmes de réinsertion sociale²;**
- **Construire davantage de logements sociaux ;**
- **Implanter un système de contrôle des loyers;**
- **Implanter une réforme en profondeur de l'aide financière aux études ayant pour but l'élimination de l'endettement et de la précarité des étudiantEs et des jeunes adultes.**

Nous vous rappelons également que 100 000 personnes ont appuyé la campagne *Mission collective : Bâtir un Québec sans pauvreté* qui réclamait des mesures concrètes et immédiates pour réaliser davantage les droits économiques et sociaux.

**Parce que la dignité ce n'est pas une question de charité,
c'est une question de droits!**



¹ Selon l'étude de la CRÉ de Montréal de 2006 *Quand le travail n'empêche plus d'être pauvre*.

² Actuellement, la prestation de base à l'aide sociale est tellement basse que les personnes sont obligées de participer à des programmes de réinsertion sociale pour être en mesure de se nourrir. Il s'agit de mesures coercitives indirectes.